

notamment su harmoniser les relations entre différentes collectivités ethniques et linguistiques, et il est le voisin des États-Unis. En raison même de cette parenté, le Canada peut envisager de jouer éventuellement un rôle "d'intermédiaire".

Au cours de la dernière heure de la 4<sup>e</sup> séance, tous les participants ont été invités à énoncer brièvement les priorités des mois prochains. Ils ont répété, en des termes variés, bon nombre des recommandations déjà exprimées: accroître l'aide économique multilatérale et bilatérale destinée à certains pays et avoir recours pour cela à des institutions régionales; appuyer la démocratisation; courir des "risques" pour la paix; et ainsi de suite. Deux grands thèmes sont revenus constamment: (1) la nécessité pour la collectivité internationale d'appuyer sur le plan diplomatique les initiatives de paix en cours (en particulier le Plan Arias qui devrait faire progresser les pourparlers vers la conclusion d'un traité axé sur les propositions du groupe de Contadora), et (2) le rôle que le Canada joue dans l'hémisphère. De nombreux délégués ont aussi souligné l'importance de rétablir à la fois la paix et la justice sociale.

Un participant a affirmé que le point de vue américain n'avait pas été pleinement défendu au cours des discussions; un autre par contre a soutenu que l'opinion internationale y avait été fidèlement représentée. La question demeure: comment mobiliser en bloc l'opinion canadienne et internationale et comment l'amener concrètement à appuyer le processus de paix dirigé par le groupe de Contadora?